

## DES MOYENS D'ACTION...

Tous les spécialistes, tous les militants ouvriers font la même constatation: ce sont les salariés qui supportent l'essentiel de la politique d'austérité, découlant de la restructuration mondiale du capitalisme.

Restructuration sans précédent, qui n'est pas un accident de parcours, mais qui répond aux besoins impérieux du capital, confronté à ses propres contradictions, exacerbées par la dislocation et le rétrécissement du marché mondial.

Mais il ne suffit pas de faire ce constat ni de dresser un catalogue des multiples attaques que subissent les acquis de la classe ouvrière.

Il faut tenter de répondre à l'interrogation majeure que se posent les militants: Que faire? Comment agir pour d'abord résister, stopper l'attaque anti-ouvrière, puis, pourquoi pas, passer à l'offensive directe pour imposer de véritables reculs au patronat, à son gouvernement, à l'Etat?

Si l'on est stalinien convaincu, on se contentera de répondre par deux ou trois journées d'action, quelques lâchers de «ballons revendicatifs», ou encore quelques brèves manifestations, qui, en tout état de cause, ne gênent pas l'adversaire de classe, mais au contraire le confortent. G. Séguéy, dans son discours de rentrée a déclaré: «nous n'accepterons pas un consensus antisocial». Est-ce à dire que serait acceptable un consensus social, découlant d'une négociation globale à trois (C.N.P.F., gouvernement, confédérations) qui entérinerait quelques hausses sur les bas salaires, mais également la mise en place des «conseils d'ateliers», au nom des nouvelles «formes de concertation» proposées par M. Barre, et au nom de la revendication C.G.T.-C.F.D.T. du «droit des salariés à l'expression dans l'entreprise»?

Cela ne nous étonnerait pas des staliniens, qui dans le cadre de la coexistence pacifique et du compromis historique, n'en sont pas à une trahison près.

Si l'on est chrétien militant à gauche, donc à la C.F.D.T. corporatiste, on tentera d'expliquer comme Edmond Maire, que le «syndicalisme est en crise», que le «mouvement ouvrier doit trouver son second souffle», et dans cette recherche on ne manquera pas de rappeler à la classe ouvrière les bienfaits de la revendication qualitative opposée aux exigences basement matérielles, qui de toutes façons ne pourront plus être satisfaites dans une société qui ne sera plus de «consommation» (cette diabolique consommation!) mais dont la production devra se rapprocher de la croissance zéro (sobriété, dit Giscard).

Mais si l'on est tout simplement syndicaliste, ou anarcho-syndicaliste, comme nous, ou authentiquement réformiste, on repoussera à la fois les stratégies staliniennes de division ouvrière, et corporatiste de la C.F.D.T.

Il faut donc proposer aux travailleurs d'autres formes d'action.

C'est à partir de cette constatation que la tentation est grande de répondre comme le font nos camarades du syndicat de la métallurgie C.G.T.-F.O. de Saint-Nazaire. Dans un de leur récent tract, après une analyse correcte sur les «journées d'action», nos camarades écrivent: «Les travailleurs ont fait l'expérience de ces luttes isolées pour des intérêts professionnels locaux ou régionaux qui n'ont eu d'autre résultat que d'affaiblir la capacité de lutte des ouvriers. Et aujourd'hui la tâche première des

*militants, des vrais défenseurs de la classe ouvrière, c'est d'expliquer le combat pour la généralisation des luttes pour la préparation de la grève générale».*

Nous n'avons nullement la prétention de détenir la vérité. Mais nous croyons pouvoir dire fraternellement aux camarades de Saint-Nazaire, que la situation commande d'être particulièrement clair: les grèves tournantes, les journées d'action, suicidaires pour la classe ouvrière, ne doivent pas être confondues avec des luttes, des grèves locales, qui sont souvent nécessaires pour faire aboutir des revendications: la grève illimitée dans une entreprise (illimitée, donc rompant avec la tactique des grèves tournantes) ne doit pas être opposée à une éventuelle ou hypothétique «*généralisation des luttes*».

Qu'on nous comprenne bien: si une situation comparable à celles de juin 1936 (1), d'août 1953, de 1955, de mai 1968 se présentait, c'est-à-dire si par centaines de milliers les travailleurs se mettaient en mouvement sans avoir reçu de consignes précises, les militants que nous sommes, n'hésiteraient pas une seconde pour assumer toutes leurs responsabilités dans l'organisation de la grève pour lui assurer les meilleures chances de succès.

Mais il nous paraît important de dire aujourd'hui, que toute grève locale, professionnelle, que les travailleurs seraient amenés à déclencher, s'ils estiment nécessaire, doit être soutenue par l'organisation syndicale, pour l'organiser et mettre en place la solidarité nécessaire.

Dans l'état actuel du rapport des forces, des grèves même locales, circonscrites aux limites d'une ou plusieurs entreprises, se terminant dans de bonnes conditions pour les grévistes, sont de nature à renforcer le rapport des forces général en faveur de la classe ouvrière, dans la mesure où elles contribuent à démontrer qu'on peut gagner: obtenir une augmentation des salaires au-delà des indices I.N.S.E.E., des jours de congés supplémentaires, ou la suppression de licenciements, grâce à la grève dans l'entreprise de M. Dupont est incontestablement un résultat qui rehausse la confiance de la classe ouvrière en elle-même, donc sa combativité.

Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, les syndicalistes n'ont jamais opposé la grève illimitée même partielle à l'attente de la grève générale interprofessionnelle.

Pas plus qu'ils n'ont paré de vertus exemplaires la grève générale limitée à 24 heures, et surtout pas de la vertu d'être un détonateur pour la généralisation.

Certes, il y a une différence de taille entre les grèves générales de 24 heures de 1949, de 1964 ou du 24 mai 1977 à l'initiative de la C.G.T.-F.O., et les «*journées nationales d'action*» rituelles de la C.G.T.

La grève générale de 24 heures a pu être suffisante, à certaines époques, pour relancer la pratique des négociations, pour débloquer une situation de grippage dans la politique contractuelle. Mais nous ne sommes pas du tout convaincus qu'elle le serait aujourd'hui pour obtenir ce dégrippage.

Nous sommes même certains qu'elle ne ferait pas bouger d'un pouce les positions du C.N.P.F. et du gouvernement. Et puis nos camarades de travail sont de plus en plus nombreux (et c'est tant mieux) à se poser la question: «*Et après la grève de 24 heures?*».

Souvenons-nous de la grève générale de 24 heures, la dernière en date, du 24 mai 1977: dès le lendemain, dans les jours et les semaines qui ont suivi, l'action syndicale s'est pratiquement arrêtée dans les entreprises et au niveau des branches industrielles.

S'il est vrai que nous sommes de ceux qui pensent que la classe ouvrière n'a pas été battue en mars 1978, parce que ce combat électoral ne se situait pas sur le terrain de la lutte des classes, nous n'en sommes pas moins de ceux qui savent mesurer l'état du rapport des forces: nous ne sommes pas du tout sur qu'aujourd'hui, un appel à la grève générale de 24 heures connaîtrait un franc succès: et il est des défaites qu'il vaut mieux éviter, jusiement pour préserver les forces.

(1) Curieusement oubliée, dans le tract en question: est-ce parce que cette grève générale s'opposa au gouvernement de *Front populaire* et lui imposa des revendications importantes?

On pourra nous rétorquer que nous tenons des propos peu enthousiasmants.

Nous essayons simplement d'être réalistes, et d'éviter de sombrer dans le «*il faut absolument faire quelque chose à tout prix*». Car c'est à partir de tels raisonnements que l'on peut se fourvoyer.

Le déroulement de la lutte des classes passe effectivement par des affrontements, qui seront de plus en plus difficiles entre ouvriers d'une part, et patrons-Etat d'autre part.

Ces affrontements, là où ils se produisent ou se produiront, et dans la mesure où la combativité des salariés le permet, doivent être pris en charge par les militants, avec leur organisation syndicale, pour être conduits dans les meilleures conditions possibles, vers des résultats acceptables. C'est évidemment sensiblement différent que de condamner dans des formules rapides, en faisant l'amalgame entre grèves tournantes et grèves professionnelles, locales (donc partielles) toutes les formes d'action, pour leur opposer la vision d'une grève générale interprofessionnelle illimitée.

Mais le débat reste ouvert.

**Jo. SALAMERO.**

-----